

5.1.8.2 Les principaux risques et enjeux de Responsabilité Sociétale de Bpifrance Financement

Investi d'une mission d'intérêt général de soutien de « la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie », Bpifrance a intégré dans ses modes d'intervention et son fonctionnement une dimension extra-financière inhérente à cette mission, en se dotant d'une charte de responsabilité sociétale, et en publiant sa démarche de responsabilité et ses rapports.

Cette dimension extra-financière est totalement intégrée par sa filiale Bpifrance Financement, tant en ce qui concerne sa gouvernance et son fonctionnement interne que dans l'exercice de ses métiers de financement et d'accompagnement de l'innovation et des entrepreneurs.

L'analyse des risques extra-financiers de Bpifrance et des enjeux associés a été menée en 2018, sous le pilotage de la direction du développement durable et de la RSE, et en cohérence avec la démarche conduite par le groupe Caisse des dépôts.

La cartographie des risques a été élaborée à partir de la méthode suivante :

- Identification des risques potentiels
- Identification des mesures et moyens de maîtrise de ces risques
- Hiérarchisation et cotation des risques, selon une méthodologie adaptée aux problématiques d'évaluation de sujets extra-financiers.

Cette analyse a été déclinée sur Bpifrance Financement, et les macro-risques, impacts majeurs et enjeux RSE validés.



Le tableau ci-après décrit les macro-risques identifiés et les enjeux RSE liés :

MACRO-RISQUES	IMPACTS MAJEURS IDENTIFIES	ENJEUX RSE
GOUVERNANCE ET ETHIQUE	Financer ou accompagner des entreprises ou projets qui contribuent au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme ou reposent sur la corruption	Ethique des affaires
	Risques juridiques et de réputation	Sécurité des données
	Défiance des clients et parties prenantes	Sécurité des fonds
	Risque de pertes financières	
FAILLIR AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL	Ne pas accompagner les entreprises dans les évolutions incontournables pour leur pérennité : la prise en compte du changement climatique dans leurs activités et la transformation numérique	Transition Ecologique et Energétique
	Ne pas prendre en compte l'équilibre dans l'aménagement économique des territoires dans ses activités	Développement économique des territoires
		Transformation numérique
SATISFACTION DES PARTIES PRENANTES	Perte de clients et non contribution à la compétitivité des entreprises et de l'économie, en raison d'une mauvaise adéquation de l'offre produits et services	Clients
		Qualité de l'offre
	Générer des risques environnementaux, sociaux ou sociétaux	Autres Parties Prenantes
PRISE EN COMPTE DES ENJEUX Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance ("ESG") dans ses métiers	Ne pas sensibiliser et engager les entreprises à prendre en compte les enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux dans leurs activités, notamment pour lutter contre le changement climatique et renforcer leurs impacts positifs sur l'économie et la société	Prise en compte des enjeux dans l'étude et la décision d'octroi de crédit
CAPITAL HUMAIN	Diminution de l'attractivité du Groupe	Qualité de vie au travail
	Motivation médiocre générant l'insatisfaction clients et partenaires	Diversité et égalité des chances
	Inadaptation aux changements	Dialogue social
	Inadéquation des profils aux besoins des nouveaux métiers et organisations	Capital Humain (formation, talents...)

Les politiques et démarches en lien avec les enjeux RSE ont été identifiées et les indicateurs de suivi définis :

ENJEUX RSE	Politiques et démarches	Indicateurs de suivi
Ethique des affaires	Doctrine Politique de conformité Politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme (LCB/FT) Politique Groupe de lutte contre la corruption Politique d'externalisation Droit d'alerte Espace intranet Contrôle Permanent et Conformité (procédures et notes d'instruction) Formations des collaborateurs à LCB/FT et à la lutte contre la corruption Espace Bpifrance Ethique et Conformité Plate-forme de référencement fournisseurs	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption
Sécurité des données	Politique de sécurité du système d'information Procédures et instructions internes d'application Procédure et outil d'habilitation aux applications et systèmes informatiques Procédures et dispositifs sécurisés d'accès aux locaux Audits et tests anti-intrusion	Nombre d'audits et tests anti-intrusion
Sécurité des fonds	Politique de lutte contre la corruption Formations des collaborateurs à LCB/FT et à la lutte contre la corruption Dispositifs informatisés d'engagement/validation/paiement dissociés Absence de liquidités sur les sites	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption
Transition Ecologique et Energétique (TEE)	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019) Engagements Climat	Poids des financements TEE dans l'activité
Développement économique des territoires	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019) Partenariats régionaux	Poids des financements rapporté au potentiel économique des Régions
Transformation numérique	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019)	Poids des financements "numetic" dans l'activité



ENJEUX RSE	Politiques et démarches	Indicateurs de suivi
CLIENTS	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019) Organisation décentralisée Actions de mise en réseau : Bpifrance Excellence- Bpifrance Inno Génération- Partenariats sportifs Offre financière et extra-financière (Accompagnement et Université)	NPS et taux de satisfaction clients (niveau Groupe)
QUALITE de L'offre	Enquête annuelle de satisfaction clients Proximité clients et partenaires (organisation décentralisée, mise en réseau, événements) Continuum d'offre en constante évolution, pour accompagner toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, à toutes les étapes de leur développement et sur toutes leurs problématiques, financières et extra-financières Comité transverse trimestriel de l'offre Groupe	NPS et taux de satisfaction clients
Autres Parties Prenantes	Doctrine Partenariats et conventions (ex garantie déléguée) Principe de co-intervention	Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme
Intégration des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)	Intégration de l'analyse ESG dans l'activité de financement Sensibilisation des entreprises à la RSE : e-learning, Webinaires, matinées Déclic RSE, sessions semi-collectives	Modalités d'intégration de l'analyse ESG
Qualité de vie au travail (QVT)	Accord cadre et accords QVT Groupe Bpifrance Engagements et dispositifs associés : prévention santé au travail-mesures bien-être (entretiens annuels, mobilité, accès aux informations, dispositifs d'accompagnement) - rôle du management-articulation temps de travail -télétravail - parentalité : congés spéciaux - dispositif garde d'urgence, berceaux- dons de jours de repos	Nombre moyen de jours d'absence maladie hors longue maladie Taux de satisfaction salariés (Groupe)
Diversité et égalité des chances	Accords Egalité homme femme, handicap Engagement diversité	Taux de recrutement des Femmes en CDI et CDD. Taux d'emploi légal Handicap (direct +indirect) Pourcentage de jeunes de moins de 30 ans et de seniors de plus de 55 ans dans les recrutements

ENJEUX RSE	Politiques et démarches	Indicateurs de suivi
Dialogue social	Dispositifs dialogue social Instances représentatives du personnel Groupe et sociétés du groupe Nombre d'accords et avenants signés dans l'année	Thématiques des accords Nombre d'accords et avenants signés dans l'année
Capital Humain (formation, talents...)	Politiques de formation Processus de définition de l'offre Diversité des offres et modes de formation	Taux d'accès à la formation Taux de rotation du personnel en CDI

5.1.8.3 Gouvernance et éthique

Une Gouvernance forte

Le Conseil d'administration de Bpifrance Financement s'est réuni à cinq reprises en 2019.

Les administrateurs, pour moitié représentants de l'Etat et de la Caisse des dépôts, principaux actionnaires majoritaires indirects, et pour moitié personnalités qualifiées et représentants des salariés, exercent leurs fonctions dans le cadre du règlement intérieur et de la charte d'administrateur qui en constitue partie intégrante. Dix censeurs d'origines et compétences diverses assistent les administrateurs dans leurs travaux, et contribuent à l'enrichissement des débats. Le taux moyen de présence des administrateurs s'est établi sur l'année à 77%.

Le président du Conseil d'administration rend compte, dans le rapport d'activité de la société, des conditions de préparation des travaux du Conseil et de la composition des comités placés sous sa responsabilité : les Comités d'audit et des risques, les Comités des nominations et des rémunérations, et les Comités « métiers » Financement-Garantie et Innovation.

Les organes de gouvernance des filiales sont convoqués régulièrement, pour délibérer et statuer sur l'ordre du jour communiqué à leurs membres, représentatifs des principaux actionnaires, dont quatre représentants de régions et un représentant de l'ARF pour Bpifrance Régions.

Le contrôle interne, organisé conformément aux exigences des autorités de tutelle, veille à la régularité et à la conformité des opérations et au respect, par Bpifrance et ses filiales, de leurs obligations réglementaires. Celles-ci sont strictement respectées, notamment en matière d'élaboration et transmission de documents aux autorités de tutelle et agences de notation, consultées en tant que de besoin. Les personnels de toutes les structures sont sensibilisés et formés à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et exercent leurs activités dans le cadre de codes de déontologie déclinés dans chaque entité du groupe, dont chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance et à s'engager à exercer ses activités en se conformant strictement à ses dispositions.

Le groupe Bpifrance et ses filiales, dont Bpifrance Financement, détenu par l'Etat et la Caisse des dépôts, paie l'intégralité de ses impôts en France où tout son chiffre d'affaires est réalisé.

Déontologie, Ethique et sécurité des données et des fonds

Bpifrance inscrit son action à la croisée de l'intérêt général et du marché, en accompagnant les entreprises françaises suivant des valeurs qui guident son action : la Proximité, la Simplicité, la Volonté, et l'Optimisme, et ces valeurs de Bpifrance se déclinent aussi en matière d'éthique et de conformité :

- Volonté : de se conformer aux meilleurs standards
- Optimisme : le respect de valeurs exemplaires pour un climat de confiance propice au développement des activités



- Simplicité : la traduction d'un environnement réglementaire vaste et complexe dans des règles simples et partagées de tous
- Proximité : l'engagement d'une équipe Conformité disponible et proche de tous

Un espace "Ethique et conformité", sur le site de Bpifrance, informe les parties prenantes de Bpifrance de l'engagement de son Directeur général et met à leur disposition la charte Ethique de Bpifrance.

Les collaborateurs doivent exercer leurs activités en faisant part de loyauté, intégrité, professionnalisme et honnêteté, et des dispositifs sont mis en place pour définir et encadrer ces modalités :

Les politiques Groupe de conformité et de lutte contre la corruption s'appliquent à Bpifrance Financement et la société est dotée d'un code de déontologie validé fin 2017 et d'une politique de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Ces politiques, les formations dispensées aux collaborateurs, et les process mis en place, contribuent à lutter contre l'évasion fiscale dans les décisions d'engagement de Bpifrance Financement.

Le code de déontologie définit les règles applicables en matière de bonne conduite, de lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment des capitaux et le terrorisme, de protection des données à caractère personnel, de confidentialité et secret professionnel, d'intégrité, de loyauté et professionnalisme, de conflits d'intérêts, d'indépendance et impartialité de Bpifrance à l'égard des tiers et relations d'affaires, de cadeaux d'affaires et invitations, d'usage du droit d'alerte.

La politique Groupe Bpifrance a fixé et remplacé le 4 février 2016 les politiques et procédures des activités de financement et d'investissement en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), des procédures opérationnelles de mise en œuvre métier ont été définies, et un outil de suivi des diligences mis en place. Un nouvel outil, intégrant des fonctionnalités de recherche et d'historisation, a été déployé en 2019 auprès des collaborateurs de Bpifrance Financement, et la procédure d'application mise à jour.

Les collaborateurs de Bpifrance sont formés à ces politiques et aux obligations qui en résultent: tout nouvel arrivant, quel que soit son statut, doit prendre connaissance du règlement intérieur, du code de déontologie et des politiques de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et suivre les formations en e-learning proposées, et des sessions en présentiel ont en outre été déployées par la direction de la sécurité financière.

280 collaborateurs, outre 216 nouveaux arrivants, ont ainsi suivi le module LCB/FT en e-learning, et 1 127 les sessions en présentiel organisées par la direction de la sécurité financière ; 1 541 salariés ont en outre suivi le module de lutte contre la corruption.

Une plateforme dématérialisée Groupe de référencement des fournisseurs a été mise en place pour renforcer la transparence, faciliter l'homogénéité des processus, évaluer les fournisseurs et prestataires, et assurer le suivi des dispositifs de lutte contre la corruption en application de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, dite Sapin II, en appliquant les principes de :

- équité dans la concurrence (au moment de la consultation et du choix final) ;
- absence de conflits d'intérêts ;
- respect des procédures applicables en matière de cadeaux, marques d'hospitalité et autres avantages ;
- confidentialité des échanges ainsi que la traçabilité et l'archivage de l'ensemble du processus achat.

Les dispositifs de délégations structurent, par filières et niveau de risques, les processus de décision propres à renforcer la confiance des entrepreneurs et de l'ensemble des parties prenantes de la banque.

Des politiques, process et outils ont par ailleurs été déployés de longue date, afin d'assurer la sécurité des données et la sécurité des fonds confiés ou reçus par Bpifrance Financement :

- L'accès sécurisé aux locaux
- Un outil de gestion des habilitations aux applications et systèmes Bpifrance
- La charte d'utilisation du Système d'Information de Bpifrance (SI), la politique de sécurité du SI et sa politique de contrôle sont complétés par des dispositifs de sécurisation du poste de travail et de tests d'intrusion
- Des règles strictes et tracées de séparation des demandes et validations de paiement

- Une totale absence de liquidités sur les sites
- La politique et les formations des collaborateurs à la lutte contre la corruption
- Le dispositif de contrôle interne.

Des audits et tests anti-intrusion sont par ailleurs réalisés chaque année, à la fois sur des outils Groupe et sur des outils métiers (45 en 2019 sur les applications transverses, d'appui et métiers Groupe, dont 33 sur les outils et applications spécifiques aux métiers de Bpifrance Financement). La gestion de la sécurité du système d'information de Bpifrance est en évolution permanente, et Bpifrance investit en permanence pour garantir la sécurité des opérations et la protection des données de ses clients et partenaires, notamment dans la gestion des process et la sensibilisation et la formation des collaborateurs.

5.1.8.4 Croissance durable des entreprises – Parties prenantes



Qualité de l'offre et satisfaction clients : la raison d'être de Bpifrance

Toute l'organisation de Bpifrance et ses moyens sont axés sur cet objectif :

- une organisation décentralisée, avec 48 implantations régionales, au plus près des entreprises et de leur écosystème ; sur l'effectif total de 2483 collaborateurs de Bpifrance Financement, 1347 exercent des fonctions dites du « réseau », en relation directe avec les entreprises et partenaires ;
- un continuum de financement en constante évolution, pour accompagner toutes les entreprises quelle que soit leur taille, à toutes les étapes de leur développement et sur toutes leurs problématiques
- une proposition Groupe d'accompagnement non financier : conseil, formation, accélérateurs nationaux, régionaux et sectoriels
- des événements Groupe de mise en relation : Bpifrance Excellence, Euroquity, Bpifrance Inno Génération par exemple
- de la communication numérique Groupe sur des sujets d'actualité et des sondages
- des études et publications Groupe
- une enquête annuelle de satisfaction...

Quelques éléments pour illustrer cette attention permanente :

- des fonctions nouvelles ont été créées pour mieux accompagner en Région les évolutions de l'offre : responsables accompagnement, international en 2018, et, en 2019 des responsables création et entrepreneuriat, en relation avec les réseaux d'accompagnement à la création d'entreprises soutenus par Bpifrance ;
- une nouvelle année de forte dynamique en financement, avec 18,7 Md € de crédits aux entreprises (8,1 Md€ de crédits à l'investissement, 9,3 Md€ de financements court terme classiques et 0,4 Md€ de crédits CT-Avance CICE, 1,3 Md€ de financement de l'innovation)
- un maintien de l'activité de garantie à haut niveau, qui bénéficie toujours, pour environ 90% aux TPE
- le déploiement du plan Deeptech, dont l'objectif est de doubler le nombre de start-up, en les soutenant dans leurs étapes d'émergence, d'accélération et de croissance, par le financement des innovations (près de 80M€ ont été déployés au bénéfice de 250 start-up), l'investissement en fonds propres (140M€ investis en direct et 240M€ en fonds de fonds, soit 960M€ grâce à l'effet de levier) ; le Deeptech tour lancé en 2019 dans les campus a réuni plus de 5000 participants sur dix dates ; enfin, un concours à destination des jeunes docteurs a été lancé avec le M.E.S.R.I² afin de les attirer vers la création d'entreprises ;
- La démocratisation de la gamme des produits export : la mise en place d'un continuum de solutions d'accompagnement des entreprises à l'international, se traduit par une nouvelle progression du nombre d'entreprises bénéficiaires de ces produits et services, notamment sur l'assurance prospection (+ 42%)
- Une réponse accrue aux attentes non-financières des PME et des entrepreneurs de croissance :
 - La mise en réseau, pour rompre la solitude des dirigeants : plus de 80 événements, en région ou dans le cadre de programmes d'accompagnement, de Bpifrance Inno Génération, ...

² Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation



- Des missions de conseil abordables, menées par un réseau de consultants indépendants, au profit de 1187 PME et ETI (+52%) et 789 pour des start-ups et projets d'innovation, 2900 actions d'accompagnement à l'international
- La formation, dans des formats adaptés aux dirigeants de PME : 253 jours de formation dispensés par 11 grandes écoles partenaires et près de 75 000 sessions en e-learning
- Les programmes Accélérateurs, pour structurer en profondeur l'entreprise, déverrouiller les ambitions, la faire bénéficier du collectif : 1355 entreprises – dont 756 recrutées en 2019- ont bénéficié ou suivent les programmes, déployés sur l'ensemble du territoire : 29 promotions ont ainsi été lancées en 2019, avec plus de 30 partenaires, et deux nouveautés : un accélérateur destiné aux start-ups investies par Bpifrance et un accélérateur pour les petites PME de 2 à 10 M€ de chiffre d'affaires ;
- La tournée du collectif French Fab³, pour donner envie d'industrie aux Français à l'occasion de 60 étapes et rencontres avec le collectif French Tech, dans toute la France, suivies par 600 000 visiteurs, 30 000 étudiants, et qui ont donné lieu à 10 000 offres d'emploi ;
- Le lancement du Volontariat Territorial en Entreprise, pour aider les PME et ETI dans leurs besoins de recrutement et orienter les étudiants et jeunes diplômés de l'enseignement supérieur vers les PME et les ETI : 100 contrats ont déjà été signés depuis le lancement en mai 2019. Durant une année, à travers des missions proposées par des entrepreneurs aux étudiants de bac+2 à bac+5, ces jeunes auront l'opportunité de vivre une expérience 360° dans le monde de l'industrie en endossant des responsabilités avec un contrat en alternance de longue durée ou un contrat post-diplômé d'une année minimum ;
- Le site du LAB met à disposition de tous, ses études, publiées à l'issue d'enquêtes et d'entretiens approfondis, les enquêtes de conjoncture, ainsi que les travaux des partenariats de recherche ;
- Les indicateurs d'impact des actions de Bpifrance sont publiés sur le site, dans un espace dédié, et les résultats de l'enquête annuelle de satisfaction clients -dont la réalisation est sous-traitée à un institut de sondage indépendant- sont également communiqués sur le site : l'enquête 2019 révèle une note de satisfaction stable de 7,2 et un Net Promoteur Score de 27.

Cette enquête annuelle a pour objectifs d'évaluer la satisfaction des clients de Bpifrance, et de déceler les attentes, en vue de l'évolution éventuelle de l'offre. Le Comité de l'offre Groupe, qui se réunit trimestriellement, a pour missions de revoir en amont les nouveaux produits et services ou transformations envisagés, d'émettre en aval un avis avant présentation au Comex et de définir les chantiers transverses à lancer.

Les résultats de l'enquête annuelle, et des communautés transverses aux différents métiers, constituées sur les secteurs majeurs (TEE, Mobilité, Agro-Business, ESS et Impact) contribuent à alimenter ces travaux et réflexions, qui pourront être également nourries par le projet « Demain ».

Le projet « Demain »⁴, lancé en 2018, autour de neuf enjeux majeurs pour le monde de demain, tous corrélés aux Objectifs de Développement Durable, est un projet transverse, d'intelligence collective, qui implique chacun pour mieux travailler ensemble et accompagner les entreprises face aux grands défis de transformation du monde, en s'attachant, sur chacun de ces enjeux, à en identifier les solutions, les défis, les technologies, pour anticiper les mutations de l'économie, préparer les ruptures à venir et construire une vision du futur. 25 « matrices » ont ainsi été élaborées et publiées, qui présentent les convictions de Bpifrance.

Bpifrance Inno Génération, pour sa 5ème édition, le 10 octobre 2019, a recueilli 52 000 inscrits pour cette journée, où treize régions étaient représentées ; 1000 speakers, 400 conférences et ateliers, 100 innovations pour construire le monde de demain, ont proposé à chacun les moyens de se rencontrer, de s'informer, de s'inspirer.

A l'image des entreprises, les clubs sportifs sont des acteurs économiques importants dans les régions et Bpifrance travaille aux côtés des clubs sportifs partout en France dans l'optique de faire rayonner les territoires : d'un côté pour faire en sorte que la situation sportive grandisse grâce au soutien des entreprises ; de l'autre pour que les entreprises se développent en s'appuyant sur un réseau économique local fort que représente les réseaux de partenaires et les clubs affaires qui regroupent près de 15 000 entreprises ce qui représente un réseau puissant. Le maillage des partenariats sportifs Bpifrance couvre aujourd'hui toute la France, et même l'international, avec 54 clubs de sport

³ La French Fab est un collectif fondé par l'Alliance Industrie du Futur, Bpifrance, Business France, France Industrie, la Direction Générale des Entreprises et Régions de France. La marque La French Fab incarne les entreprises et sites industriels situés en France qui se reconnaissent dans la volonté de développer l'industrie française, adhèrent aux concepts et valeurs de La French Fab et veulent en porter les couleurs. Elle fédère les écosystèmes de l'industrie portés par tous les acteurs des territoires qui arborent La French Fab comme signe fédérateur.

⁴ <https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Dossiers/Demain-les-grandes-tendances-de-l-innovation>

collectif partenaires, pluridisciplinaire, avec sept sports représentés (football, basketball, handball, rugby, volleyball, hockey-sur-glace et water-polo), et ne se concentre pas uniquement sur des clubs d'élite.

Satisfaction des autres parties prenantes

Le site Bpifrance et ses espaces, publics ou réservés, sont au service des clients et partenaires, permettant à chacun d'y trouver l'offre correspondant à ses besoins, des contacts à qui s'adresser, des services, des informations tant en matière de mesures d'impact des actions de Bpifrance, que des actualités ou l'accès aux travaux du LAB et à ses études ou à l'offre gratuite de formation de ligne de Bpifrance Université, aux appels d'offres lancés par Bpifrance, sous les valeurs fortes portées par Bpifrance : proximité, simplicité, volonté, optimisme.

Des espaces ou outils en ligne sont spécifiquement dédiés à certaines parties prenantes (Régions par exemple, Fournisseurs, Partenaires Garantie Investisseurs, participants au Concours I-Lab) afin de fluidifier, déposer et gérer les échanges. Au-delà de ces espaces d'information, les dispositifs de dialogue avec l'ensemble des parties prenantes de Bpifrance sont en place : maillage territorial étroit, multiples rencontres et échanges bilatéraux avec les clients lors des échanges sur leurs projets et évolutions, dans le cadre des rencontres organisées pour eux et avec eux (Bpifrance Inno Génération, Excellence, tournée French Fab, Deeptech tour, tournée Entrepreneuriat pour Tous, présence sur les salons des Entrepreneurs, Pro durable, par exemple), rencontres bilatérales, ou rencontres de place avec les acteurs financiers (Association Française des Banques, club Finance de l'ORSE5...), relations étroites de partenariat avec les Régions, enquête annuelle de satisfaction, sans oublier la mise en relation directe, via le site de Bpifrance, avec les interlocuteurs dédiés sur le territoire. Ces dispositifs permettent à toutes les parties prenantes de faire valoir leurs attentes, et à Bpifrance de les prendre en compte, dans l'adaptation de son offre, ou de son organisation (par exemple en créant de nouvelles fonctions) et / ou de ses outils (digitalisation des process).

La direction juridique Groupe n'a connaissance d'aucun grief ni plainte à l'encontre de Bpifrance ni d'aucune de ses filiales, concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'homme.

5.1.8.5 Les missions d'intérêt général

La Responsabilité Sociétale de Bpifrance est inhérente à sa mission même d'intérêt général de « financement et de développement des entreprises, en appui des politiques publiques... en vue de soutenir la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie », et réside, par priorité, dans l'efficacité de son action pour créer et maintenir une croissance durable des entreprises, pérenne et créatrice de valeur économique.

Bpifrance met au service de cette ambition de « Servir l'avenir », depuis sa création, des valeurs fortes, qui structurent toute l'action du Groupe : proximité, simplicité, volonté, optimisme.

La doctrine de Bpifrance, présentée à l'Assemblée Nationale et au Sénat le 15 mai 2013, définit la doctrine d'intervention de Bpifrance et de ses filiales Bpifrance Financement et Bpifrance Investissement, et ses engagements : être un outil au service des entreprises, de redynamisation des territoires, œuvrant pour l'innovation, facteur de compétitivité et de croissance, et qui s'adapte aux spécificités, par une présence au plus près des entreprises et des partenariats étroits, notamment avec les Régions.

En complément, le plan stratégique est révisé chaque année pour prendre en compte au plus près les besoins des entreprises et les évolutions conjoncturelles et sectorielles ; il est le fruit d'un travail approfondi d'actualisation et de larges consultations, soumis à toutes les instances représentatives des parties prenantes du Groupe, et validé par les instances de gouvernance.

Trois enjeux majeurs ont été retenus, sans lesquels l'objectif de servir la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie ne peut être atteint :

- s'engager, financer et accompagner la transition écologique et énergétique
- financer et accompagner la transformation numérique
- contribuer au développement économique des territoires.

⁵ Observatoire de la RSE



Bpifrance s'attache, en outre, à mesurer l'impact de ses activités et à le publier ; une annexe spécifique a ainsi été ajoutée au plan stratégique 2018-2023, et un livret d'impact est publié sur le site de Bpifrance, qui détaille notamment ses interventions, dans quels secteurs, quels en sont les résultats en termes de croissance du chiffre d'affaires, d'emplois et de résilience des entreprises soutenues

La Transition Ecologique et Energétique (TEE)



Le soutien de la TEE par Bpifrance est l'une des missions qui lui a été confiées par le législateur dans la loi de création, reprise dans la doctrine d'intervention, en priorité de la Charte RSE proposée par Bpifrance à ses parties prenantes et organes de gouvernance, et validée dès 2014, et dans les plans stratégiques.

Le rôle des entreprises dans la TEE est crucial, et l'engagement de Bpifrance total sur cet enjeu majeur de compétitivité durable :

- Bpifrance Financement a réalisé, sur la période de 2014 à 2018, 6,4 Md€ de financements en prêts et aides à l'innovation, et, toutes activités confondues, sur la même période, de 9,1Md€, au profit de près de 12 450 entreprises et projets d'entreprises. En 2018, Bpifrance a accompagné près de 2 500 entreprises du secteur de la TEE ou porteuses de projets d'efficacité énergétique et de développement d'énergies renouvelables, pour près de 2,3 M€, ce qui marque une progression de 11 % par rapport à 2017, et représente un peu plus de 11% de l'activité globale de Bpifrance financement sur l'année. L'action de Bpifrance en faveur de l'industrie s'appuie principalement sur son offre spécifique de financement moyen-long terme, complétée par la gamme classique de Bpifrance (garanties, aides et prêts à l'innovation, financement de court terme, investissements directs et par les fonds partenaires).
- Le Groupe est signataire de la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, et plus spécifiquement sur les métiers de l'investissement, des engagements de Montréal et de Paris et la Financial Institutions' Declaration of Intent on Energy Efficiency, et en décembre 2017, comme investisseur public français, il s'est engagé à mettre en œuvre six principes définis dans une charte commune avec la Caisse des dépôts, l'Agence Française de Développement, le Fonds de Réserve pour les Retraites (FRR) et l'ERAFP⁶. Bpifrance s'est en outre engagé à soutenir et promouvoir l'initiative ACT (Assessing low Carbon Transition) portée par l'ADEME et le CDP (CARBON Disclosure Project), en signant la Charte le 27 novembre 2018 aux côtés de la Caisse des dépôts, l'Agence des Participations de l'Etat, le FRR, l'ERAFP, et IRCANTEC⁷, et participe aux travaux du groupe Caisse des dépôts sur une feuille de route 2°.
- Les enjeux et questions touchant à la TEE sont abordés dans la grille d'analyse mise en place sur les métiers du financement et de l'innovation, au-delà de certains seuils, et incitent l'étudieur à évaluer l'entreprise sur sa maîtrise de consommation énergétique, des émissions de gaz à effet de serre, d'utilisation des ressources naturelles et la mise en œuvre d'éco-conception, de la pollution et des déchets.
- Bpifrance est partenaire de CDC Biodiversité dans le cadre notamment du Programme Nature 2050 et membre du Club B4B+ (Club des entreprises pour une biodiversité positive) ; cette thématique a été portée en 2019 dans plusieurs événements (trophée Bpifrance au Festival Le temps Presse, table ronde à Pro durable, conférence à Bpifrance Innovation...) et nos partenariats (Biomim'expo, Les Assises de la Biodiversité).

La sensibilisation des entreprises aux enjeux de la TEE s'effectue aussi par la communication sur ceux-ci, et Bpifrance y contribue, en publiant dossier, études, articles, par ses portraits d'entrepreneurs et ses exemples d'entreprises engagées⁸, par son offre de formation en accès libre sur Bpifrance Université. Un Accélérateur Transition Énergétique a été lancé en association entre Bpifrance et l'ADEME pour aider 28 entreprises du secteur à se développer plus rapidement et renforcer leur positionnement à l'international pour ainsi favoriser l'énergie verte, dans le cadre d'un accompagnement personnalisé de 2 ans.

⁶ Etablissement de retraite additionnelle de la Fonction Publique

⁷ Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques

⁸ Exemple : <https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Les-PME-entament-leur-transition-energetique-38441>

Réussir la TEE a aussi été retenu comme l'un des enjeux majeurs du monde de demain, porteur de trois défis : maîtriser le stockage de l'énergie, développer l'énergie intelligente, promouvoir l'économie circulaire, l'hydrogène et la filière automobile, les enjeux de l'autoconsommation énergétique, sont porteurs d'innovations de rupture, et sur chacun desquels des solutions ont été identifiées, et ont fait l'objet – de matrices, construites par des groupes de travail ad hoc, dans le cadre du projet « demain », avec deux objectifs : forger la conviction, pour mieux anticiper les mutations et mieux accompagner les entreprises sur les ruptures à venir.

Bpifrance s'est engagé, aux côtés de la Caisse des dépôts à accroître encore ses financements moyen long terme, innovation et investissement, pour participer à l'engagement du Groupe CDC de mobiliser globalement, sur la période 2018/2020, 20 Md € dans le soutien de projets à impact climatique positif, et à ne plus investir - en direct ou via des fonds - dans les entreprises dont l'exposition de l'activité au charbon dépasse 10% du chiffre d'affaires.

Enfin, Bpifrance a engagé, dans la suite de la révision du plan stratégique réalisée en 2019, de décliner un plan Climat en cinq axes, pour :

- Amplifier l'action de soutien à la transition écologique et énergétique,
- Mesurer l'impact carbone de ses portefeuilles,
- Mettre en place une stratégie opérationnelle de transition écologique et énergétique des portefeuilles,
- Mieux intégrer le facteur climatique dans l'analyse des risques
- Intégrer pleinement les enjeux climat dans le fonctionnement interne.

La transformation numérique

Participer à la conversion numérique est, comme le soutien de la TEE, dans la feuille de route de Bpifrance, et dans ses objectifs depuis la construction de sa doctrine d'intervention.

Pour Bpifrance, cette mutation doit désormais être une composante essentielle de toute stratégie d'affaires, qui améliore l'expérience client et optimise la productivité.

La proposition de Bpifrance, au-delà des outils financiers, est donc d'accompagner les entrepreneurs, dans l'évaluation de la maturité de leur entreprise sur ce sujet, d'abord grâce à un outil d'autodiagnostic, le « digitalomètre », puis éventuellement l'appui d'un tiers expert ; de la formation en e-learning leur est proposée sur Bpifrance Université, et les échanges entre pairs facilités par la mise en réseau, voire, pour aller plus loin encore un cursus au sein d'un accélérateur. Un guide pratique de sensibilisation a été publié pour aider les TPE et PME à se préparer au RGPD, ainsi que des retours d'expérience d'entrepreneurs.

Les interventions de Bpifrance sont mesurées sur un domaine dit « numetic », analysé comme suit :

THEMES	POTENTIEL de DEVELOPPEMENT
•Numérique	• Cyber sécurité
•Microélectronique	• Smart cities
•Photonique	• Smart grids
•Nanotechnologies – Nanoélectronique	• Usines du futur
•Matériaux innovants	• Réalité augmentée
•Systèmes	• Cloud computing
•Logiciels et systèmes embarqués	• Services sans contact
•Valorisation de données massives	• E-education

Le soutien aux secteurs d'avenir a représenté en 2018 plus de 37% de l'activité globale de Bpifrance, et le seul secteur « numetic » 1,8Md€ de l'activité globale hors holdings, dont plus de 1,5 Md€ sur les activités de Bpifrance Financement (8,9% de cette activité).



Le développement économique des territoires

Les partenariats avec les Régions autour de dispositifs communs constituent un axe majeur d'implication dans et avec les territoires, pour les entreprises ; en proposant à chaque Région des outils qui s'adaptent aux priorités de sa stratégie de développement économique et d'innovation, et qui répondent aux besoins des entreprises aux différents stades de leur développement, l'accès aux financements disponibles est simplifié pour celles-ci, tout en limitant le besoin de dotation publique.

Ces partenariats permettent de développer une offre de financement adaptée aux spécificités territoriales via des outils communs en particulier pour le financement de l'innovation (Fonds Régionaux d'innovation) et l'accès au crédit des entreprises (Fonds Régionaux de garantie) couvrant la plupart des besoins des entreprises en matière de création, d'innovation et de développement.

En outre, des fonds régionaux ou interrégionaux d'investissement ont été mis en place souvent au côté des Régions pour faciliter l'accès des PME aux fonds propres, La mise en commun des moyens financiers entre Bpifrance et les Régions permet d'accroître l'efficacité des interventions, au service du développement des territoires et de l'emploi.

Le déploiement des Accélérateurs régionaux (désormais au nombre de 12) et de 5 accélérateurs Petite entreprise a permis de multiplier par 9 le nombre d'entreprises bénéficiaires de ces programmes, de 50 en 2017 à 449 membres en 2019.

La reprise par Bpifrance, à compter du 1er janvier 2019, de l'ensemble des missions de l'Agence France Entrepreneur (AFE) ainsi que celles de la Caisse des Dépôts (CDC) en faveur de la création d'entreprises, a donné lieu à un large déploiement d'actions, afin d'informer l'écosystème en région de cette reprise d'activités et de mettre en place toutes les conditions de l'entrepreneuriat pour tous, en levant les barrières à l'information, au financement et à la croissance. Ses activités, qui reposent sur le soutien à 30 réseaux d'accompagnement, 1800 implantations régionales, animées par 3 000 collaborateurs et 30 000 bénévoles, ont permis de mobiliser 40M€ en dotations de prêts d'honneur et subventions.

Les équipes de Bpifrance se sont mobilisées aux côtés des réseaux d'accompagnement et des collectivités locales pour coconstruire la Tournée Entrepreneuriat Pour Tous pour :

- Présenter la Stratégie Entrepreneuriat Pour Tous, avec son bouquet de solutions à l'attention des entrepreneurs des quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- Promouvoir les partenaires, les réseaux d'accompagnement et faire connaître l'ensemble des solutions à destination des porteurs de projets et entrepreneurs,
- Orienter au mieux les porteurs de projet vers les réseaux et acteurs locaux,
- Valoriser les rôles modèles et rendre compte du dynamisme, de la richesse et de la pluralité des profils d'entrepreneurs et des initiatives.

A travers :

- Des conférences avec des entrepreneurs inspirants
- Des témoignages de chefs d'entreprises
- Des ateliers de sensibilisation à l'entrepreneuriat, des conseils pour vous lancer
- Des animations.

La Tournée a déjà parcouru 35 étapes en 2019, et touché 15 000 personnes, tandis que 73 Citélab et 620 QPV étaient déployés.

Bpifrance suit, dans ses indicateurs d'impact, le poids de la Région dans le total des financements de Bpifrance au regard du potentiel économique de la Région, et rend compte à chaque Région de ses indicateurs propres.

Le tableau ci-après indique le poids des financements de Bpifrance Financement en 2018 rapporté au potentiel économique des Régions :

REGION	PIB 2015 (source INSEE)- M€	Potentiel économique de la Région dans le PIB national	Poids des financements 2018 rapporté au potentiel économique des Régions
Auvergne-Rhône-Alpes	250 120	11,4%	15,33%
Bourgogne-Franche-Comté	73 942	3,4%	2,59%
Bretagne	91 910	4,2%	3,98%
Centre-Val De Loire	70 355	3,2%	3,17%
Corse	8 868	0,4%	0,68%
Grand Est	152 170	6,9%	7,28%
Hauts-de-France	156 922	7,2%	6,47%
Ile-de-France	668 823	30,5%	29,06%
Normandie	91 740	4,2%	3,34%
Nouvelle-Aquitaine	163 898	7,5%	6,68%
Occitanie	159 115	7,3%	6,72%
Outre-Mer	41 692	1,9%	2,49%
Pays-de-la-Loire	109 767	5,0%	4,80%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	154 879	7,1%	7,40%

5.1.8.6 La prise en compte des enjeux Environnementaux, Sociaux, Sociétaux et de Gouvernance

La prise en compte plus spécifique des enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux et de gouvernance (ESG) est intégrée dans les plans stratégiques comme dans la doctrine, en cohérence avec la Charte de Responsabilité Sociétale de Bpifrance, présentée et validée par les parties prenantes de Bpifrance (CNO et représentants du personnel) et par ses instances de gouvernance ; la Charte définit les engagements de Bpifrance, tant dans son fonctionnement interne que dans ses métiers, et les enjeux majeurs sur lesquels porteront ses efforts.

La démarche RSE de Bpifrance est pilotée par la Direction du développement durable et de la RSE, rattachée au Directeur exécutif en charge de l'International de la Stratégie, des Etudes et du Développement.

Cette démarche est transverse, notamment dans les actions de sensibilisation des entreprises, le renforcement de la position d'acteur de place, et spécifique aux métiers dans ses déclinaisons opérationnelles de prise en compte des enjeux ESG ou les engagements pris par Bpifrance Investissement.

Ses actions sont structurées autour des axes :

- Sensibilisation des entreprises à la RSE,
- Renforcement de la position d'acteur de place,
- Prise en compte de la dimension RSE dans les processus métiers et au sein de Bpifrance.



Sensibilisation des entrepreneurs à la RSE

Les actions de sensibilisation / formation à la RSE ont touché près de 190 entreprises, sensibilisées dans le cadre de matinées ou webinaires, formées, dans le cadre de programmes semi-collectifs (généraliste, axé sur le numérique responsable, en préparation à un projet de labellisation, et individuel pour trois entreprises du secteur agro-alimentaire). Les Objectifs de Développement Durable ont fait l'objet de deux webinaires, dont l'un à l'occasion d'un module de sensibilisation des PME, réalisé en partenariat avec des acteurs reconnus (Global Compact, label Lucie, B&L Evolution). Deux masterclass et deux tables rondes de Bpifrance Inno Génération ont spécifiquement abordé les impacts de la RSE dans les relations fournisseurs, à l'international et dans l'industrie pour en démontrer la création de valeur.

Cette sensibilisation se fait également dans le cadre des accélérateurs (à titre d'exemple : deux journées ont été consacrées à la RSE dans l'accélérateur agro-alimentaire ; les enjeux RSE ont largement été abordés également dans le cadre de l'accélérateur chimie...), et via les modules déployés sur Bpifrance Université.

La présence de Bpifrance sur le salon ProDurable, avec un pavillon qui présente les solutions de 25 start-ups qui proposent des solutions innovantes en matière environnementale, sociale ou sociétale, contribuent également à cette sensibilisation, ainsi que les conférences et ateliers proposés à Bpifrance Inno Génération autour, notamment, des thématiques des matrices du projet Demain et de conférences dédiées autour des enjeux ou sur la RSE.



Renforcement de la position d'acteur de place

La sensibilisation, tant des entrepreneurs que des métiers, se fait également par les actions menées par Bpifrance en tant qu'acteur de place en :

- Participant à des travaux de place : tels que l'élaboration, en commun, sous l'impulsion de la commission ESG de France Invest, avec trois autres acteurs du capital investissement, de questionnaires d'enquête ESG, appliqués par chacun de ces trois investisseurs en 2019, et diffusés dans les recommandations à l'attention de la place, pour les démarches avancées ; des rencontres (C3D, CPME, Institut Choiseul, Observatoire de l'Immatériel, MEDEF, Ordre des Experts-Comptables)
- Pilotant des interventions à Bpifrance Inno Génération (table ronde et témoignages)
- Intervenant dans des salons ou manifestations RSE dans le cadre de nos partenariats, en invitant des entreprises (start-ups/TPE/PME et ETI) :
 - ProDurable à Paris (plus de 6.000 pers) : pour notre 5ème année de partenariat : le pavillon Tech4Good a accueilli 20 start-ups, et nos trois tables rondes 348 participants ;
 - 10 entreprises du secteur de la TEE ont participé à la journée de rencontres de l'investissement et du financement organisée par l'ISEFI⁹
- Participant à des jurys et remises de prix : Entreprises et Environnement (avec le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire), DEFIS RSE, UNICLEN, Entrepreneuriat au Féminin CPME, et en soutenant des manifestations et festivals : Le Temps Presse, Deauville Green Awards, Atmosphère
- Mettant en œuvre des événements tels que le HandiTech Trophy, et le nouveau concept « Midi Entrepreneures », qui fait témoigner sur son parcours, « sans filtre », une entrepreneure (6 interventions en 2019).
- Copilotant études et projets : tels que « les ODD, c'est pas compliqué » ! en partenariat avec Global Compact France, le label Lucie, et B&L Evolution, pour sensibiliser les PME aux Objectifs de Développement Durable ; l'enquête « RSE : la parole aux fournisseurs » avec l'ORSE¹⁰ et PwC¹¹, qui a donné lieu à une restitution, des témoignages et un débat entre PME et grands donneurs d'ordre

⁹ International Symposium on Environment & Energy Finance Issues

¹⁰ Observatoire de la RSE

¹¹ <https://presse.bpifrance.fr/enquete-rse-la-parole-aux-fournisseurs-nbspbr-plus-de-70-des-fournisseurs-interrogés-sont-régulièrement-sollicités-par-leurs-clients-sur-les-sujets-de-rsenbsp/>

Prise en compte de la dimension RSE dans les processus métiers de Bpifrance Financement et au sein de Bpifrance

Filiale opérationnelle de Bpifrance pour les activités d'investissement direct et en fonds de fonds, Bpifrance Financement est investie dans l'exercice de ces métiers de la mission d'intérêt général confiée à Bpifrance, et a fait siens les engagements de responsabilité sociétale et les priorités que celui-ci s'est fixées publiquement dans sa Charte RSE :

- Le développement de l'emploi, et plus particulièrement des jeunes
- La transition écologique et énergétique, et plus particulièrement l'optimisation de l'utilisation des ressources énergétiques
- La qualité de la gouvernance et du management, notamment en y promouvant l'intégration des femmes
- La promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Prise en compte de la RSE dans les activités de financement

Une analyse simplifiée, en 11 questions, des pratiques ESG de l'entreprise, est prévue pour les dossiers de crédit ou d'accompagnement à l'innovation au-delà de certains seuils.

Ces questions portent sur :

- Pour les sujets environnementaux : la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation des ressources naturelles et la mise en œuvre de l'écoconception, la pollution et les déchets
- Les sujets sociaux : l'évolution du nombre d'emplois (dont ceux de moins de 25 ans), la qualité des emplois, la santé et la sécurité au travail, le dialogue et le climat social et la gestion des ressources humaines
- Les sujets sociétaux : la transparence et la loyauté des pratiques, l'insertion dans le territoire
- La gouvernance de l'entreprise.

Les pratiques fiscales, comme le respect des droits de l'homme, sont examinés dans le cadre normal d'une étude de financement lorsque ces sujets s'avèrent pertinents.

L'analyse RSE de l'entreprise consiste, pour le chargé d'affaires, de formaliser des points souvent abordés dans l'étude d'une demande de crédit, sans peser sur sa nécessaire agilité opérationnelle.

Le dispositif d'analyse RSE a été intégré à l'outil d'étude et d'aide à la décision des dossiers de financement et d'innovation, pour en faciliter l'utilisation par le chargé d'affaires, qui évalue, au regard des informations dont il dispose, la situation de l'entreprise sur ces enjeux, sur une échelle de 1 à 4 afin d'éclairer la décision. Cette intégration permettra d'enrichir et préciser la connaissance des pratiques des entreprises sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance, d'enrichir l'offre le cas échéant pour mieux répondre aux besoins décelés.

La responsabilité sociétale de Bpifrance dans ses pratiques

Le capital humain

La politique des ressources humaines s'est attachée, depuis la création de Bpifrance, à créer et animer une communauté de collaborateurs aux compétences multiples, autour des valeurs de l'entreprise.

L'intégration de collaborateurs de nouveaux horizons (Bpifrance Assurance Export au 1^{er} janvier 2017, et au 1^{er} janvier 2019, des personnels de CDC International Capital et de l'Agence Française des Entrepreneurs et de Bpifrance Courtage au 1^{er} janvier 2020), les recrutements et le renouvellement des équipes rendent cet enjeu toujours actuel.

La croissance permanente des activités, l'enrichissement de l'offre, la digitalisation grandissante des processus, la création de nouveaux métiers, dans l'accompagnement notamment, conduisent à renforcer et faire évoluer les compétences internes, d'une part, et à recruter des compétences nouvelles d'autre part.



Le dialogue social et la qualité de vie au travail, la diversité et l'égalité des chances, et une politique de formation structurée et à l'écoute des besoins, sont les facteurs clés de succès d'une communauté humaine Bpifrance compétente et attachée à l'entreprise et ses valeurs.

A cet égard, les résultats de l'enquête menée en 2019 (« s'engager ensemble ») auprès des collaborateurs sont satisfaisants, tant en termes de taux de participation à 88 % (contre 83% en 2018) que de réponses aux principales questions, avec :

- un score global d'opinion favorable de 70,5%, en augmentation par rapport à 2018 (68,8%) et 2017 (68,3%) avec une progression observée sur quasiment l'ensemble des catégories de questions et une mention particulière pour les catégories Culture & Valeurs et Management Direct qui affichent des scores proches de 80%,
- un très fort sentiment de fierté, en constante augmentation depuis 2014 (93% de réponses favorables) et de confiance accordée à l'entreprise ; confiance qui s'accompagne d'une adhésion encore croissante aux valeurs et ambitions de Bpifrance.

Deux attentes demeurant d'actualité : la coopération entre les lignes de métier et le partage d'information ; enfin, les collaborateurs souhaitent mieux comprendre l'évaluation de leur performance et des objectifs qui leur sont fixés, renforcer leur implication dans les décisions prises et accroître les possibilités d'évolution de carrière au sein de Bpifrance, souhait en phase avec le sentiment de fierté.

La communication à l'attention des collaborateurs est importante, par les intranets tout d'abord, qui regroupent actualités, informations, accès aux outils et applications, par les lettres internes, et par les écrans d'information présents sur chaque site, outre les informations ponctuelles par messagerie si nécessaire, ainsi que par des petits déjeuners avec les directeurs exécutifs, des « chats » organisés avec le directeur général ou les directeurs exécutifs.

Tous les collaborateurs sont conviés à une rencontre générale tous les deux ans (en 2019 à une après-midi d'information et de rencontre la veille de Bpifrance Inno Génération, et à participer à cette journée avec les entrepreneurs le 10 octobre 2019). L'objectif est de renforcer le dialogue social, de permettre aux collaborateurs de s'exprimer directement, et de proposer leurs idées, qui seront soit déployées après étude de faisabilité (par exemple pour améliorer l'empreinte environnementale de Bpifrance, dans le cadre du plan Climat), ou feront l'objet de discussions en vue de modifications d'accords (QVT notamment) ou de nouveaux accords.

Le dialogue social au sein de Bpifrance est soutenu et des accords sont en place sur toutes les thématiques, notamment la Qualité de Vie au Travail, le handicap, les conditions et temps de travail, l'épargne salariale, la prévoyance. De nouveaux accords et/ou avenants GPEC, prévoyance santé, épargne salariale, personnes en situation de handicap et égalité hommes femmes ont été conclus chez Bpifrance Financement. Un nouvel avenant à l'accord QVT Groupe, signé en février 2019 a aménagé les conditions de télétravail, en ajoutant la possibilité de le pratiquer sur 10 jours non fixes par an. Il est aujourd'hui pratiqué par 8,6% des collaborateurs de Bpifrance Financement¹², contre 4,8 % à fin 2018.

La part de salariés au forfait, qui bénéficient donc d'une liberté d'organisation de leur temps de travail, augmente de 2,5% en 2019 pour passer à près de 85% de l'effectif¹³. Le nombre moyen de jours d'absence du personnel en CDI, hors longue maladie et mi-temps thérapeutique, diminue sur Bpifrance Financement (de 3,6 jours en 2019 vs 3,8 jours en 2018).

Aux termes de l'article 13 de l'avenant QVT signé en mai 2016, Bpifrance s'engage à lutter contre toutes les formes de discrimination, et Bpifrance a par ailleurs signé la Charte de la diversité afin de sensibiliser et former ses collaborateurs à la diversité.

Le nouvel accord d'égalité hommes femmes de Bpifrance Financement, signé en juillet 2019, a été conclu pour pérenniser les actions de corrections d'inégalités déjà engagées et les renforcer afin de créer les conditions favorables à la mixité dans tous les domaines. Quatre domaines sont concernés par les mesures prévues, renforcées par rapport au précédent accord : l'embauche et la mixité, la rémunération effective, la promotion professionnelle et la formation ; des actions de sensibilisation et de formation, à l'attention de tous les acteurs de l'entreprise, enfin, sont également prévus. Le nouvel index d'égalité hommes femmes de Bpifrance Financement s'établit ainsi pour 2019 à 88.

¹² Hors pré retraite individuelle et alternants

¹³ En CDI et CDD, hors préretraites individuelles, alternants et contrats de professionnalisation.

Les dispositions relatives à la santé et la sécurité des accords QVT prévoient : - un bilan annuel auprès du CHSCT - une coordination du médecin du travail du siège social avec les médecins du travail de province - un plan d'activité annuel du médecin du travail (2018 : mi-temps thérapeutique, légionnelle et prévention) - des programmes de sensibilisation : diététique, tabac - l'extension de la procédure d'alerte sur les risques psycho sociaux au groupe Bpifrance. L'accord QVT traite notamment des conditions de travail et notamment des sujets relatifs à la santé, le stress au travail, les risques psycho sociaux, le harcèlement et la violence au travail.

317 personnes ont été recrutées en CDI en 2019 par le groupe Bpifrance Financement (dont 316 pour l'entité sociale, contre 265 en 2018), portant l'effectif total en CDI à 2287 au 31 décembre 2019 contre 2144 personnes au 31 décembre 2018 pour Bpifrance Financement et l'effectif total à 2483 personnes contre 2313, Bpifrance Courtage compris. L'effectif en CDI représente 99,9% de l'effectif total (hors contrats d'apprentissage et de professionnalisation).

Ces recrutements portent pour 55% sur des femmes ; 46% des personnes recrutées sont âgées de moins de 30 ans, et 2,8% de plus de 55 ans à la date de leur embauche. Le seul recrutement en CDD en 2019 a concerné une femme.

L'âge moyen des collaborateurs de Bpifrance Financement est ainsi passé de 41,6 ans à 40,2 ans en 2019. Le taux de rotation du personnel en CDI ressort en 2019 à 2,95% (contre 3,14% en 2018).

Bpifrance Financement mène une politique active d'accompagnement et de montée en compétences des jeunes en formation par l'intermédiaire de ses politiques Ecoles et Université ; ainsi, à fin 2019, 175 contrats d'apprentissage et de professionnalisation étaient en cours (contre 138 au 31/12/2018) et 489 étudiants avaient été accueillis par Bpifrance dans le cadre de contrats d'alternance et de stages de fin d'études pendant l'année 2019 (contre 448 étudiants en 2018), grâce, notamment, aux interventions et animations avec de grandes écoles à Paris et en région et de partenariats (dont certains spécifiquement sur l'emploi et l'insertion professionnelle des étudiants en situation de handicap), ainsi que la communication par les réseaux sociaux.

Des accords en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi des personnes en situation de handicap sont en vigueur, et Bpifrance s'engage en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi des personnes handicapées, avec trois objectifs :

1. Accompagner au quotidien les collaborateurs par des mesures de maintien dans l'emploi, recourir aux prestations du secteur adapté et protégé,
2. Recruter des collaborateurs en situation de handicap, accueillir des jeunes en alternance ou en stage,
3. Développer des partenariats avec les écoles et universités, mettre en place des actions de sensibilisation auprès des collaborateurs et managers.

Des actions de sensibilisation sont déployées chaque année (novembre 2019) pour changer le regard sur le handicap, et le Manifeste pour l'inclusion des personnes handicapées dans la vie a été signé par Bpifrance, qui dispose d'un référent handicap.

Ainsi, dans le cadre des Partenariats Ecoles et Universités, il est à noter :

- le renouvellement du partenariat avec l'Université Paris Dauphine,
- la mise en place d'un nouveau partenariat Ecole avec Grenoble Ecole de Management en vue de l'insertion professionnelle des étudiants en situation de handicap,
- le coaching d'étudiants : intervention de la responsable de la mission Handicap dans les écoles et Universités partenaires ; simulations d'entretiens, aide à la rédaction de cv...
- le financement d'aides techniques (acquisitions d'ordinateurs ultra légers, fauteuils ergonomiques) et humaines (soutien pédagogique, secrétaires d'examens, vacataires).

Néanmoins, pour 2019, le taux d'emploi global handicap direct de Bpifrance Financement ressort à 2,52% (2,70% en 2018), le taux d'emploi global à 3,21% (3,78% en 2018), et le taux d'emploi avec minoration à 4,02% (4,73% en 2018).



Bpifrance Financement a consacré, en 2019, 4,6% de sa masse salariale à la formation des collaborateurs ; 2232 d'entre eux ont ainsi bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année, soit près de 99% de l'effectif moyen de l'année.

L'offre de formation est revue chaque année, adaptée en fonction des évolutions des métiers et process, et prend en compte les demandes et constats résultant de la campagne d'entretiens annuels dont tous les collaborateurs bénéficient. Elle est élaborée en concertation avec les directions métiers, présentée aux instances représentatives du personnel et au comité de direction pour validation.

L'offre est structurée en modules (thématiques stratégiques, compétences métiers, aptitudes professionnelles, outils et sécurité, se former en situation de travail), et développée en s'appuyant sur des outils digitaux adaptés à la mobilité et des sessions en présentiel, et des compétences internes et externes.

Sensibilisation des collaborateurs

La poursuite de la sensibilisation des collaborateurs s'est poursuivie, avec des quizz et concours sur les déchets, la mobilité, et la bascule de la Plateforme Eco-socio gestes sous un format « réseau social » pour les salariés.

Par ailleurs, une deuxième vague d'ateliers d'échanges sur des initiatives d'innovations frugales dans le cadre de la méthodologie développée par la start-up Ecofrugal a été déployée et ce sont donc près de 250 collaborateurs qui se sont engagés dans ces groupes transverses internes, sur l'ensemble du territoire national. Des initiatives ont également été prises sur de nombreux sites, à l'initiative des collaborateurs, pour éliminer par exemple les gobelets jetables, ou mieux trier.

La collaboration avec la Direction des Moyens Généraux a été renforcée, avec la mise en place d'un plan d'actions et de rendez-vous de suivi.

Un challenge a été lancé dans les services de mise en place, afin de les inciter à accélérer la mise en œuvre de la signature électronique, et a rencontré un vif succès, permettant de planter plus de 600 arbres.

Enfin, un an après l'intégration de la dimension RSE dans le process de référencement des fournisseurs Bpifrance, en liaison avec le Contrôle de gestion Bpifrance, une cartographie est en cours, afin de sensibiliser, à partir de cet état des lieux, les directions acheteuses.

Gestion environnementale

La Direction des Moyens Généraux (DMG) assure la gestion des implantations du siège et du réseau de Bpifrance, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du groupe depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, des déplacements des collaborateurs et de la consommation de papier, à l'ensemble des composantes du Groupe.

La certification « HQE bâtiment tertiaire en exploitation » du siège social « Le Vaisseau », obtenue en 2014, est reconduite chaque année, au niveau excellent sur l'axe Bâtiment Durable et Gestion Durable.

Un deuxième site, dans Paris, a obtenu en 2018 la même certification HQE « excellent » de bâtiment tertiaire en exploitation, et un autre est certifié HQE tertiaire en exploitation pour les parties communes. Par ailleurs, plusieurs implantations en région sont situées dans des immeubles certifiés (BREEAM pour Marseille et Bordeaux ; B positif pour Nancy ; RT 2020 pour Brest).

Les indicateurs de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, résultant de l'utilisation des 50 sites de Bpifrance, ainsi que les consommations de papier sont étroitement suivis, et les mesures prises chaque année inscrivent Bpifrance dans une trajectoire d'amélioration constante.

Les émissions de CO² par collaborateur en activité du groupe Bpifrance Financement, résultant des consommations d'énergie, ont ainsi diminué de plus de 12,8% en 2019 par rapport à 2018. Ces émissions concernent l'éclairage, la consommation électrique informatique, le chauffage et la climatisation.

La forte diminution de consommation de papier en volume, constatée sur les dernières années, résultant de la digitalisation des processus d'une part, d'autre part, des mesures prises (recto/verso par défaut), sensibilisation des collaborateurs, ralentit sur 2019 (-3,6% vs -27% en 2018), mais la consommation par collaborateur en activité diminue de 10,5% en 2019. Le retrait des impressions sur badgeage, mis en place au siège social au dernier trimestre 2019, pour être déployé plus largement en 2020, combiné à la relance d'actions de sensibilisation, doit permettre de maintenir la diminution de l'usage du papier.

Une solution homogène de tri et enlèvement des déchets a été déployée sur le dernier trimestre 2019, dans tous les sites métropolitains -à l'exception de Maisons-Alfort où une solution adaptée est en place de longue date, et des deux sites parisiens, dont la configuration nécessite une étude des prestataires -, dans l'objectif d'améliorer le tri et d'en mesurer les flux.

Bpifrance n'est pas concerné, dans son fonctionnement, par l'économie circulaire ; les actions de la DMG sont néanmoins sous-tendues par des objectifs de réduction de consommations et d'émissions (les gobelets plastique ont été par exemple supprimés et remplacés par des gobelets carton en fin d'année 2018, le tri des cartouches d'encre est en place sur tous les sites, les fontaines à eau connectées au réseau ont été mises en place systématiquement pour éviter les bonbonnes et bouteilles plastiques); les collaborateurs se montrent de plus en plus forces de proposition, et vont jusqu'à mettre en place, à leur échelle ou en équipes, des solutions de réduction de l'empreinte environnementale de Bpifrance (ex machines à café grains en remplacement de celles à dosettes).

La lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable, et la lutte contre le gaspillage alimentaire ne constituent pas pour Bpifrance, du fait de ses activités de service, des enjeux matériels pertinents. L'installation, au siège social, d'un déshydrateur de résidus et déchets alimentaires au siège social permet néanmoins de les valoriser en biomasse, et des solutions sont à l'étude pour deux autres sites.

Les émissions liées aux déplacements professionnels des collaborateurs de Bpifrance Financement continuent à augmenter, de 4,4% en 2019 par rapport à 2018, en corrélation avec la croissance de l'activité, malgré une démarche incitative à la réduction de leurs impacts (dispositifs de visioconférences pour diminuer les déplacements internes, mutualisation des véhicules pour les déplacements collectifs, incitation à l'utilisation du train...). Les émissions de CO₂ rapportées au nombre de collaborateurs en activité diminuent cependant de 3%.

La part la plus importante de ces émissions (73% en 2019 pour Bpifrance Financement vs 74,4% en 2018) est imputable à la flotte de véhicules, dont le catalogue évolue chaque année vers des modèles plus sobres ; ainsi, celui en vigueur comporte-t-il, outre trois véhicules électriques et cinq hybrides, vingt-cinq véhicules émettant moins de 110gCO₂ par kilomètre parcouru, et huit qui émettent de 110 à 116gCO₂ par kilomètre. Les déplacements par air représentent le deuxième poste d'émission (26% en 2019), et correspondent à des trajets d'une durée supérieure à trois heures, essentiellement sur des trajets internationaux hors Europe ; les volumes d'émissions des trajets par train, représentent 0,8% du total, ont augmenté de plus de 35% en 2019 par rapport à 2018.

Des engagements sociétaux

Les Objectifs de Développement Durable

Bpifrance, signataire de la charte des investisseurs publics en faveur des Objectifs de Développement Durable en novembre 2019, a engagé pendant l'année des actions de sensibilisation des entreprises dans plusieurs événements (Bpifrance Inno Génération, Produrable), deux webinaires, un parcours sur Bpifrance Université, et mené des travaux, en collaboration avec Global Compact France, le label Lucie et le cabinet B&L Evolution, pour relier ISO 26000 et ODD.



Une première identification des ODD auxquels contribuent les activités de Bpifrance et d'indicateurs associés a été effectuée, dont les résultats sont publiés dans la déclaration de performance extra-financière pour la première fois.

Favoriser l'entrepreneuriat féminin

Bpifrance s'attache, dans toutes ses activités, à favoriser l'entrepreneuriat féminin, par de multiples actions et engagements: en visant la parité dans les prises de paroles lors de ses événements, en participant et en soutenant conférences et événements (Hackasprint Women #Tech4good; Femmes Santé Climat – "Egalité, Mixité, Diversité, des entreprises qui font la différence, des entrepreneures qui osent"...), via des partenariats et le soutien de trophées (Be a boss ; Business O Féminin Award, qui récompense des start-up fondées ou cofondées par des femmes dans la Tech, et a lancé un nouveau prix en 2019 pour distinguer une startup à dimension sociétale et environnementale ayant un impact positif sur le monde ; les trophées EAF CPME).

Bpifrance soutient par ailleurs les activités de Level 20, association d'origine anglo-saxonne promeut la mixité dans le capital investissement via deux programmes : du mentorat de jeunes professionnelles du private equity par des femmes et des hommes expérimentés dans l'industrie et la sensibilisation à des carrières dans cette industrie par des actions de présentation des métiers du capital-investissement auprès des étudiantes d'écoles de commerce et d'ingénieurs et des filières économiques à l'Université.

Bpifrance s'est par ailleurs engagé, en signant la Charte SISTA aux côtés de nombreux investisseurs de la place, à favoriser la mixité dans les entreprises du numérique.

Six sessions de "Midi Entrepreneures" ont donné la parole "sans filtre" à des cheffes d'entreprises qui ont partagé leur expérience avec des porteuses de projet et créatrices d'entreprises ou entrepreneures.

Bpifrance a repris le 1er janvier 2019 l'ensemble des missions de l'Agence France Entrepreneur (AFE) ainsi que celles de la Caisse des Dépôts (CDC) en faveur de la création d'entreprises. Bpifrance Création, issu de ce rapprochement, a pour objectif de faciliter l'entrepreneuriat pour tous en levant les barrières à l'information, au financement et à la croissance.

L'action de Bpifrance en soutien de l'entrepreneuriat féminin s'articule autour des axes suivants:

- Accompagner et financer via les réseaux d'accompagnement/ financement à la création d'entreprise,
- Accompagner et financer dans le cadre des Plans d'Actions Régionaux (PAR) pour l'entrepreneuriat des femmes (Accord-cadre en faveur de l'entrepreneuriat féminin 2018-2020),
- Sensibiliser en ce compris les jeunes et les femmes issues des territoires fragiles,
- Informer et orienter.

Soutenir l'insertion des jeunes

En sus de son implication dans les écoles, universités et forums, Bpifrance s'est engagé par ailleurs, depuis 2015 dans le soutien à :

- Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale), projet de démocratisation culturelle centré sur la musique, dont la philosophie est de permettre à des enfants de pratiquer la musique en orchestre et de favoriser leur accès au répertoire classique. Le projet est destiné à des enfants issus de quartiers relevant de la « politique de la ville » ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique ;
- l'association « Nos Quartiers ont du Talent », qui vise l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac+3 et plus (Bac+4 et plus pour l'Île-de-France, avec expérimentation Bac+3 en QPV) âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes et dont certains résident en quartiers, grâce à un système de parrainage par des cadres, assimilés, voire des dirigeants d'entreprises expérimentés en activité (conseils sur la recherche d'emploi, le CV, la lettre de motivation, les entretiens, aide à la constitution du réseau...).
- - Le défi lancé aux collaborateurs en 2019: parcourir l'équivalent de la superficie de la France soit 672 051 km² en cumulant des points pour soutenir l'association Sport dans la Ville, via la startup Epic. Sport dans la Ville vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de quartiers défavorisés par le biais du sport. Sport dans la Ville est sélectionnée par Epic, startup à but non lucratif qui lutte contre les injustices sociales.

Epic sélectionne des organisations sociales exceptionnelles et apporte des solutions innovantes afin que chacun puisse exprimer sa générosité en toute confiance, avec un maximum d'impact.

Indicateurs complémentaires : Ressources humaines

Les effectifs Bpifrance Financement

EVOLUTION DES EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE ¹⁴	2018 (DPEF 2018)	2018 APRES CHANGEMENT DE METHODE	2019 NOUVELLE METHODE	EVOLUTION 2019 VS 2018
Effectif total Groupe Bpifrance Financement	2149	2313 ¹⁵	2496 ¹⁶	7,9%
Dont CDI	2144	2144	2287	6,7%
Dont CDI Bpifrance Financement	2133	2133	2275	
Dont CDI Bpifrance Courtage	11	11	12	
Effectif total en activité, en CDI et CDD, hors contrats d'apprentissage et de professionnalisation¹⁷		2139	2277	6,5%
% de cadres		80,7%	82,2%	+1,5%

	2019		2018	
	Age moyen CDI + CDD	Age moyen total (effectif total)	Age moyen CDI + CDD	Age moyen total (effectif total)
Financement	40,0	40,3	41,6	40,7
Courtage	45,6	45,6	43,5	43,5

¹⁴ Nombre de CDI, CDD, personnel rattaché et congés sans solde, à temps plein ou partiel aux 31/12/2019 et 2018, hors stagiaires

¹⁵ Dont 150 contrats d'apprentissage et professionnalisation et 26 pré-retraites individuelles

¹⁶ Dont 188 contrats d'apprentissage et professionnalisation et 34 pré-retraites individuelles

¹⁷ Nombre de CDI, CDD, personnel rattaché, hors congés sans solde, préretraite individuelle et stagiaires



Embauches et départs

EMBAUCHES 2019 (nombre sur l'année 2019)	Embauches en CDI dont transformations contrats en CDI				
	Total	dont < 30 ans à la date d'embauche	dont > 55 ans à la date d'embauche	dont femmes	dont transformation CDD CA CP en CDI
Financement	316	146	9	174	13
Courtage	1	0	0	1	0

DEPARTS 2019 (nombre sur l'année 2019)	DEPARTS DES CDI								
	Total départs des CDI			Dont départs en retraite des PRI		Dont licenciements		Dont démissions	
	2019	2018	Evolution	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Financement	174	210	-17,1%	13	17	18	7	63	65
Courtage	0	1	-100,0%	0	0	0	0	0	0
Total	174	211		13	17	18	7	63	65

	2019	2018	Taux 2019	ÉVOLUTION
Total embauches	148	118		
Contrats Apprentissage/Professionnalisation				
dont < 30 ans à la date d'embauche	146	115	98,6%	27%
dont femmes	81	58	54,7%	39,7%
Total des départs	111	87		
Contrats Apprentissage/Professionnalisation				27,6%
Dont transformation CA CP -> CDI	13	9	11,7%	56%

Organisation du temps de travail (hors alternants)

	2019	2018	ÉVOLUTION
Total	2 290	2 149	6,6%
Nombre de salariés au forfait	1 945	1 772	+9,8%
Part de salariés au forfait	84,9%	82,4%	+2,5%
Nombre de salariés à temps partiel (CDI + CDD)	328	358	-8,4%
Nombre de salariés en télétravail	198	103	+92,2%
Part de salariés en télétravail	8,6%	4,8%	+3,8%

Relations sociales

RELATIONS SOCIALES	Nombre de réunions de l'année 2019				Nombre d'accords conclus sur l'année
	CE	DP	OS et DS	CHSCT	
Financement	13	11	15	8	6
Courtage	11	ND	ND	ND	4
Groupe	0	0	4	0	1
Total	24	11	19	8	11

Rémunérations

Rémunérations et évolutions	Masse salariale brute SOCIALE DADS 2019 hors PRI	Masse salariale brute SOCIALE DADS 2018 hors PRI	Evolution 2019 / 2018
Financement	130 043 585	121 926 595	6,66%
Courtage	ND	ND	ND
TOTAL	130 043 585	121 926 595	6,66%

Indicateurs complémentaires : responsabilité environnementale

ENERGIE et émissions de CO₂

Les consommations d'énergie et émissions de CO₂ sont suivies depuis 2015 sur l'ensemble des sites dans lesquels Bpifrance exerce son activité.

Les surfaces pour lesquelles les consommations ne sont pas disponibles n'ont pas été prises en compte dans le calcul au m² ; elles représentent moins de 1% en 2018 et 3% en 2019.

Les effectifs retenus n'ont pas été corrigés en conséquence, et la consommation comme les émissions sont donc ramenées au collaborateur en activité. La répartition est opérée entre les filiales opérationnelles de Bpifrance à partir de clés de répartition qui prennent en compte le nombre de leurs collaborateurs sur les sites de Maisons-Alfort (siège social), de Haussmann et Drouot. Tous les autres sites sont affectés en quasi-totalité¹⁸ à Bpifrance Financement

¹⁸ A l'exception de 1% environ sur un site Assurance Export



CONSOMMATIONS D'ENERGIE sur les implantations immobilières ⁽¹⁾			
(kWh)	2019	2018	Evolution 2019/2018
SIEGE SOCIAL (Le Vaisseau)	4 654 727	4 979 973	- 6,5%
AUTRES IMPLANTATIONS	3 015 335	3 124 494	- 3,5%
TOTAL	7 670 082	8 104 467	- 5,4%
<i>Ramenée au m²</i>	102,2	109,4	-6,6%
<i>Par collaborateur en activité</i>	3 128	3 559	-12,1%

EMISSIONS DE CO ₂ (en kg _{éq} CO ₂) liées à la consommation d'énergie facturée ¹⁹ sur les implantations immobilières ⁽¹⁾			
	2019	2018	Evolution 2019/2018
Emissions de CO ₂ Siège social (Le Vaisseau)	489 591	533 764	-5,4%
AUTRES IMPLANTATIONS	288 662	295 053	-2,2%
TOTAL	778 252	828 817	-6,1%
<i>Ramenées au m²</i>	10,4	11,2	-7,3%
<i>Par collaborateur en activité</i>	317	364	-12,8%

Déplacements professionnels :

	2019	2018	Evolution 2019 vs 2018	2017	Evolution 2019 vs 2017
TRAIN	16 826	12 455	+ 35,1%	11 850	42%
AERIEN	519 329	475 620	+9,2%	515 784	6,9%
VEHICULES	1 457 606	1 421 183	+2,6%	1 387 178	5,1%
TOTAL	1 993 761	1 909 258	+4,4%	1 917 426	4%

¹⁹ Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCS) auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul.

Consommation de papier :

Consommation de papier ²⁰ (tonnes) Bpifrance SA			
	2019	2018	Evolution 2019/2018
Bpifrance Financement	62,8	69,2	-3,6%
Consommation par personne (CDI + CDD en activité) (kg)	29,3	32,3	-9,4%
Consommation par personne (CDI + CDD en activité + Alternants) (kg)	27,2	30,4	-10,5%

ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
Ethique des affaires	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption	Périmètre : Bpifrance Financement Nombre de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption/Nombre total de collaborateurs ayant bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année (en CDI, CDD, Alternance et Professionnalisation) sur le périmètre de Bpifrance Financement	85,8%	83,80%
Sécurité des données	Nombre d'audits et tests anti-intrusion	Périmètre Bpifrance Financement Nombre d'audits et tests anti-intrusion réalisés sur l'année	34 (sur 45 au niveau Groupe Bpifrance)	13 (sur 39 au niveau Groupe Bpifrance)

²⁰ Papier d'impression et de reproduction, hors papier à en-tête et travaux confiés à des imprimeurs



ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
Sécurité des fonds	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption	Périmètre : Bpifrance Financement Nombre de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption/Nombre total de collaborateurs ayant bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année (en CDI, CDD, Alternance et Professionnalisation) sur le périmètre de Bpifrance Financement	85,8%	83,80%
Transition Ecologique et Energétique (TEE)	Poids des financements TEE dans l'activité de l'exercice	Périmètre : Bpifrance Financement Poids de la TEE en montants d'intervention dans l'ensemble des actions de Bpifrance hors financement de court terme (année N-1). Périmètre : Ensemble des entreprises soutenues des secteurs visant : la production d'énergie à partir de sources renouvelables l'optimisation des consommations et gestion du cycle de vie des ressources naturelles Ensemble des entreprises soutenues n'appartenant pas aux secteurs listés ci-dessus mais portant un projet TEE identifié par le dispositif de financement par la stratégie du fonds d'investissement par l'objet du projet par leur appartenance à un pôle de compétitivité rattaché à la TEE	11%	10%

ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
Développement économique des territoires	Poids des financements de l'exercice rapporté au potentiel économique des Régions	Périmètre : Bpifrance Financement Poids des financements Bpifrance de l'année N-1, rapporté au potentiel économique des Régions (PIB de la Région ramené au PIB national, publiés par l'INSEE)	cf tableau §5.1.8.5 Les missions d'intérêt général...la transformation numérique	cf tableau §5.1.8.5 Les missions d'intérêt général...la transformation numérique
Transformation numérique	Poids des financements "numetic" dans l'activité de l'exercice	Périmètre : Bpifrance Financement Poids de la "numetic" en montants d'intervention-hors holdings- dans l'ensemble des actions de Bpifrance hors financement de court terme (année N-1). "Numetic" couvre les interventions de Bpifrance dans les domaines Numérique, Microélectronique, Photonique, Nanotechnologies – Nanoélectronique, Matériaux innovants, Systèmes, Logiciels et systèmes embarqués, Valorisation de données massives.	8,9%	9.8%



ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
CLIENTS	NPS et taux (note) de satisfaction clients	<p>Périmètre 2018 : activités Financement, Investissement, Assurance Export</p> <p>Le Net Promoter Score est un indicateur permettant de mesurer la recommandation nette, positive ou négative, que les clients donnent vis-à-vis de Bpifrance. Il se calcule en retranchant le pourcentage de détracteurs (notes comprises entre 0 et 6) du pourcentage de promoteurs (notes comprises entre 9 et 10). Taux (ou note) de satisfaction clients</p>	<p>NPS 27</p> <p>Taux (note de satisfaction) clients : 7,2</p>	<p>NPS 35</p> <p>Taux (note de satisfaction) clients : 7,5</p>
QUALITE de L'offre	NPS et taux (note) de satisfaction clients	<p>Périmètre : activités Financement, Investissement, Assurance Export</p> <p>Le Net Promoter Score est un indicateur permettant de mesurer la recommandation nette, positive ou négative, que les clients donnent vis-à-vis de Bpifrance. Il se calcule en retranchant le pourcentage de détracteurs (notes comprises entre 0 et 6) du pourcentage de promoteurs (notes comprises entre 9 et 10).</p> <p>Le taux (ou note) de satisfaction clients sur 10</p>	<p>NPS : 27</p> <p>Taux (note de satisfaction) clients : 7,2/10</p>	<p>NPS 35</p> <p>Taux (note de satisfaction) clients : 7,5/10</p>

ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
Autres Parties Prenantes	Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme	Périmètre : activités Financement Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme pendant l'année considérée, portés à la connaissance de la direction juridique Groupe	0	0
Intégration des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)	Prise en compte des enjeux dans l'étude et la décision d'octroi de crédit	Périmètre : Bpifrance Financement Prise en compte des enjeux dans l'étude et la décision d'octroi de crédit	cf supra "Prise en compte de la RSE dans les activités de financement"	cf supra "Prise en compte de la RSE dans les activités de financement"
Qualité de vie au travail (QVT)	Taux d'absentéisme maladie Taux de satisfaction salariés	Périmètre : Bpifrance Financement Nombre total de jours d'absence maladie hors longue maladie, ramené à l'effectif total au 31/12 de l'année N, hors congé sans solde Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement, Assurance Export Taux de satisfaction salariés : taux de satisfaction exprimé par le nombre de salariés répondants à l'enquête annuelle "s'engager ensemble" réalisée en année N, menée en collaboration avec un cabinet externe	3,6 70,5% (sur une population de 88% de collaborateurs répondants à l'enquête de satisfaction réalisée en 2019)	3,9 68,8% (sur une population de 83% de collaborateurs répondants à l'enquête de satisfaction réalisée en 2018)



ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
Diversité et égalité des chances	Taux de recrutement des Femmes en CDI et CDD.	<p>Périmètre : Bpifrance Financement (y compris Bpifrance Courtage) Nombre de femmes recrutées en CDI ou en CDD sur le nombre total de salariés recrutés en CDI ou en CDD pendant l'année N</p>	<p>55,2% des embauchés en CDI en 2019 sont des femmes Il n'y a eu qu'une seule embauche en 2019, de genre féminin</p>	<p>54% des embauchés en CDI en 2018 sont des femmes 40% des CDD 2018 sont des femmes</p>
	Taux d'emploi légal Handicap (direct+indirect)	<p>Périmètre Bpifrance Financement Nombre d'équivalent temps plein(ETP) directs reconnus en situation de handicap sur effectif total de référence Nombre d'ETP de travailleurs handicapés dans l'entreprise sur l'année N, résultant de sous-traitance aux acteurs du secteur des travailleurs protégés en milieu associatif Nombre d'ETP directs + indirects sur effectif total de référence</p>	<p>Taux d'emploi légal direct de Bpifrance Financement : 2,52% Taux d'emploi légal indirect de Bpifrance Financement : 3,21% Taux global d'emploi légal Bpifrance Financement avec minorations : 4,02%</p>	<p>Taux d'emploi légal direct de Bpifrance Financement : 2,7% Taux d'emploi légal indirect de Bpifrance Financement : 3,78% Taux global d'emploi légal Bpifrance Financement avec minorations : 4,73%</p>
	Pourcentages de jeunes de moins de 30 ans et de seniors de plus de 55 ans dans les recrutements en CDI	<p>Périmètre : Bpifrance Financement (y compris Bpifrance Courtage) Nombre de jeunes âgés de moins de 30 ans et nombre de seniors âgés de plus de 55 ans à la date d'embauche en CDI, sur nombre total de salariés embauchée en CDI en année N</p>	<p>46% des salariés embauchés en CDI en 2018 sont âgés de moins de 30 ans à la date du recrutement 2,8% sont âgés de plus de 55 ans à leur date d'embauche en CDI</p>	<p>57% des salariés embauchés en CDI en 2018 sont âgés de moins de 30 ans à la date du recrutement 1,9% sont âgés de plus de 55 ans à leur date d'embauche en CDI</p>

ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
Dialogue social	Thématiques des accords Nombre d'accords et avenants signés dans l'année	Périmètre : Bpifrance Financement (dont Bpifrance Courtage) Thématiques des accords Nombre d'accords et avenants signés dans l'année	Epargne salariale, personnes en situation de handicap, GPEC, Prévoyance santé, égalité hommes / femmes 10	Qualité de Vie au Travail, Egalité Professionnelle, Handicap, conditions et temps de travail, épargne salariale 18
Capital Humain (formation, talents...)	Taux d'accès à la formation Taux de rotation du personnel en CDI	Périmètre Bpifrance Financement Nb de collaborateurs ayant bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année (Cdi, Cdd, CA, CP) rapporté à l'effectif moyen de l'année N Périmètre : Bpifrance Financement Nombre de CDI démissionnaires en année N rapporté à l'effectif total en CDI au 31/12 de l'année N-1	98,9% 2,95%	94,7% 3,14%

Note méthodologique de calcul des indicateurs de risque extra-financiers

La déclaration de performance extra-financière du présent chapitre, est partie intégrante du rapport annuel de Bpifrance Financement, précise les exclusions de manière formelle et comporte les informations obligatoires requises par la loi, à l'exception de la description des missions et métiers de Bpifrance Financement et de son modèle d'affaires, figurant en partie 3 dudit rapport annuel.

Périmètre :

Le périmètre de la présente Déclaration de Performance Extra-Financière est celui des activités et structures opérationnelles de Bpifrance Financement, consolidées en intégration globale au 31 décembre 2019, à savoir Bpifrance Financement, pour les activités de financement, garantie et court terme, ainsi que celles de ses filiales Bpifrance Régions et Bpifrance Courtage, étant précisé d'une part, que les activités opérationnelles sont exercées au sein de Bpifrance Financement, à l'exception de celles de Bpifrance Courtage.

Certaines thématiques ont été exclues du périmètre étudié, en raison de leur non matérialité au regard des activités exercées par le groupe Bpifrance Financement d'une part, et, d'autre part, de ses enjeux de fonctionnement et de



modalités d'exercice de ces activités. Il s'agit de la lutte contre la précarité et le gaspillage alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable.

Collecte des données :

La définition de chacune des données collectées est précisée dans une procédure de reporting, et revue chaque année. Des précisions sont apportées à la définition, en tant que de besoin, pour faciliter la compréhension et faciliter le reporting.

Les indicateurs :

- - poids des Financements TEE dans l'activité,
- - poids des financements rapporté au potentiel économique des Régions,
- - poids des financements "numetic" dans l'activité.

Sont issus des données d'activité de l'année N-1, dans le cadre des travaux d'évaluation des actions de Bpifrance en faveur des entreprises françaises.

Processus de collecte :

Les données sont collectées par la direction du Développement Durable et de la RSE, auprès des directions responsables (par exemple : la Direction des ressources humaines pour les données RH, la Direction des moyens généraux, notamment pour les données relatives aux implantations immobilières et à leur gestion, de consommations d'énergie, relatives aux déplacements professionnels, le pôle Evaluation de la Direction de l'évaluation, des études et de la prospective...).

Les données sont analysées et contrôlées (variations, tests de cohérence), afin de valider leur cohérence et leur fiabilité, avant d'être publiées et expliquées.

Limites de la collecte et fiabilité :

L'exactitude et la comparabilité peuvent rencontrer certaines limites, notamment en cas d'indisponibilité; dans cette hypothèse, les explications adéquates sont fournies.

Les processus en place visent à limiter ces inexactitudes, afin de présenter des informations à un niveau de fiabilité satisfaisant, dont la vérification est effectuée par un organisme tiers indépendant.

Bpifrance Financement

**Rapport du professionnel de l'expertise comptable sur la
déclaration de performance extra-financière figurant dans le
rapport de gestion**

Exercice clos le 31 décembre 2019



Rapport du professionnel de l'expertise comptable sur la déclaration de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société Bpifrance Financement,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable et suite à la demande qui nous a été faite, nous vous présentons notre rapport sur la déclaration de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2019 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion de la société Bpifrance Financement (ci-après « l'entité ») en application volontaire des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir de façon volontaire une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Vilhers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 480 €. Siège social: 63, rue de Vilhers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 872 008 483. TVA n° FR 78 872 008 483. Siret 872 008 483 00982. Code APE 8920 Z. Bureaux: Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 - *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions réglementaires et la sincérité des Informations :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'entité, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité, ainsi que des politiques qui en découlent et de leurs résultats ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'entité, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance ;
- nous avons vérifié, lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ou des politiques présentés, que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 ;
- nous avons apprécié le processus de sélection et de validation des principaux risques ;
- nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité ;
- nous avons apprécié la cohérence des résultats et des indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés ;
- nous avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;

- nous avons mis en œuvre pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants et dont la liste est donnée en annexe :
 - o des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - o des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux couvrent 100% des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour la partie sociale et sociétale, et entre 50% et 100% des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour la partie environnement et sociétale ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes et dont la liste est donnée en annexe ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'entité.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 4 personnes et se sont déroulés entre octobre 2019 et mars 2020 sur une durée totale d'intervention de 2 semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené quatre entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions développement durable, ressources humaines, formations et études statistiques.

Conclusion

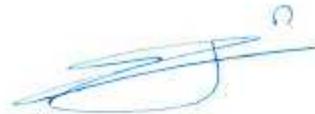
Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires mentionnées ci-avant et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère conformément au Référentiel.

Neuilly-sur-Seine, le 30 mars 2020

PricewaterhouseCoopers Audit

 2020.03.30
18:03:26
+02'00'

Pierre Clavié
Associé



Pascal Baranger
Directeur au sein du Département Développement Durable

Annexe : Liste des informations que nous avons considérées comme les plus importantes

Indicateurs clefs de performance et autres résultats quantitatifs :

- Nombre moyen de jours d'absence maladie hors longue maladie en 2019 ;
- Taux de satisfaction salariés en 2019 ;
- Taux de recrutement des Femmes en CDI et CDD en 2019 ;
- Pourcentage de jeunes de moins de 30 ans et de seniors de plus de 50 ans dans les recrutements ;
- Nombre d'accords et avenants signés au cours de l'année 2019 ;
- Taux d'accès à la formation en 2019 ;
- Taux de rotation du personnel en CDI en 2019 ;
- Consommations d'énergie sur les implantations immobilières en 2019 ;
- Nombre de collaborateurs de Bpifrance financement ayant suivi le module anti-corruption en 2019 ;
- Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption en 2019 ;
- Evolution du nombre de tests anti-intrusion entre 2018 et 2019 ;
- Empreinte carbone du portefeuille coté en 2019 ;
- Poids des financements TEE dans l'activité en 2019 ;
- Poids des financements rapporté au potentiel économique des Régions en 2019 ;
- Poids des financements "numetic" dans l'activité en 2019 ;
- Net Promoter Score en 2019 ;
- Taux de satisfaction clients en 2019 ;
- Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme en 2019 ;
- Taux d'entreprises ayant répondu à la question de la sensibilité de leurs activités aux enjeux climat/énergie dans le cadre de la campagne annuelle ESG de l'année 2019.

Informations qualitatives (actions et résultats) :

- Les dispositions des accords QVT ;
- Partenariat avec l'association « Nos Quartiers ont du Talent » ;
- Accord d'égalité hommes femmes de juillet 2019 ;
- L'intégration de l'analyse ESG à chaque dossier d'investissement ;
- La mise à disposition d'un espace "Ethique et conformité", sur le site de Bpifrance ;
- Accompagnement des entreprises du secteur de la TEE ;
- Déploiement des Accélérateurs régionaux ;
- La mise à disposition des entreprises d'un outil d'autodiagnostic, le « digitalomètre ».